



# **Route des Eaux – Affaissement de chaussée**

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

---

## **REGLEMENT DE CONSULTATION**

---

Date et heure limites de remise des offres :  
**Le 16 Juin 2025 à 12:00**

**COMMUNE DE REVEL  
74 PLACE DE LA MAIRIE  
38420 REVEL**

# SOMMAIRE

1.	ACHETEUR .....	3
2.	OBJET DE LA CONSULTATION .....	3
2.1.	OBJET DU MARCHÉ .....	3
2.2.	PROCEDURE DE PASSATION .....	3
2.3.	FORME DU MARCHÉ .....	4
3.	DISPOSITIONS GENERALES.....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
3.1.	DECOMPOSITION DU MARCHÉ .....	3
3.1.1.	Lots .....	3
3.1.2.	Tranches .....	3
3.1.3.	Phases .....	3
3.2.	MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT .....	5
3.3.	FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE .....	5
3.4.	DELAI DE VALIDITE DES PROPOSITIONS .....	5
3.5.	VARIANTES AUTORISEES, VARIANTES EXIGEEES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES .....	5
3.5.1.	Variante autorisée .....	5
3.5.2.	Variante exigée (prestations alternatives) .....	5
3.5.3.	Prestations supplémentaires éventuelles .....	5
3.6.	AUTRES DISPOSITIONS .....	5
4.	DOSSIER DE CONSULTATION .....	6
4.1.	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION .....	6
4.2.	MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION PAR VOIE ELECTRONIQUE .....	6
4.3.	MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION .....	6
4.4.	VISITE DES LIEUX ET CONSULTATION DE DOCUMENT SUR SITE .....	6
5.	PRESENTATION DES PROPOSITIONS .....	7
5.1.	DOCUMENTS A PRODUIRE .....	7
5.2.	COMPLEMENTS A APPORTER AU CAHIER DES CHARGES .....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
5.3.	LANGUE DE REDACTION DES PROPOSITIONS .....	8
5.4.	UNITE MONETAIRE .....	8
5.5.	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS .....	8
5.5.1.	Remise des plis par voie électronique : .....	8
5.5.2.	Les réponses électroniques arrivées hors délai ne seront pas examinées .....	9
5.5.3.	Remise d'une copie de sauvegarde .....	9
5.6.	NEGOCIATION .....	9
5.7.	REGULARISATION .....	10
5.8.	SIGNATURE DE L'OFFRE RETENUE .....	10
6.	JUGEMENT DES PROPOSITIONS .....	10
6.1.	NOTATION DES OFFRES .....	11
6.2.	APPRECIATION DU CRITERE " VALEUR TECHNIQUE .....	12
6.3.	CLASSEMENT ET JUGEMENT FINAL .....	13
7.	ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....	13
7.1.	RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES .....	13
7.2.	RECOURS .....	13

## 1. ACHETEUR

Pouvoir adjudicateur :

Mairie de Revel  
74 place de la mairie  
38420 REVEL  
Tél : 04 76 89 82 09  
Courriel : [mairie@revel-belledonne.com](mailto:mairie@revel-belledonne.com)

Maire de la commune : Mme BOURDELAIN

## 2. OBJET DE LA CONSULTATION

### 2.1. Objet du marché

La présente consultation concerne :  
**Route des Eaux affaissement de chaussée**

Lieu d'exécution :  
Commune de Revel (38)

### 2.1. Procédure de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la Commande Publique.

### 2.1. Décomposition du marché

#### 2.1.1. Lots

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

#### 2.1.2. Tranches

Il est prévu une Tranche Ferme et une Tranche Optionnelle N°1.

#### 2.1.3. Phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

### 2.2. Nomenclature

Références à la nomenclature européenne (CPV) :

- Tranche Ferme :

Classification	Désignation
45112000-5	Travaux de fouilles et de terrassement
45112500-0	Travaux de terrassement
45252125-0	Travaux d'enrochements

44113310-1	Matériaux routiers enrobés
44113320-4	Enrobés routiers

- Tranche Optionnelle n°1 :

Classification	Désignation
45243110-6	Travaux de stabilisation des falaises
45243100-3	Ouvrages de protection des falaises

### 2.3. Forme du marché

La consultation donnera lieu à un marché ordinaire.

### **3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

#### **3.1. Modalités de financement et de paiement**

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire. Le financement est assuré par les ressources propres de la personne publique. Paiement par virement administratif sous 30 jours à compter de la réception des demandes de paiement par le pouvoir adjudicateur. Des acomptes seront versés au titulaire du marché dans les conditions des articles R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la Commande Publique.

#### **3.2. Forme juridique de l'attributaire**

Le marché sera attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises. Les candidats sont libres de répondre seuls ou en groupement.

En cas de groupement et à l'issue de l'attribution des marchés, le pouvoir adjudicateur imposa la forme d'un groupement solidaire conformément à l'article R.2142-22 du Code de la Commande Publique, pour des raisons de sécurité nécessaires à la bonne exécution des marchés.

#### **3.3. Délai de validité des propositions**

Le délai de validité des propositions est de **120 jours** à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

#### **3.4. Variantes autorisées, variantes exigées et prestations supplémentaires éventuelles**

##### **3.4.1. Variantes autorisées**

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

##### **3.4.2. Variantes exigées (prestations alternatives)**

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

##### **3.4.3. Prestations supplémentaires éventuelles**

Il n'est pas prévu de prestation supplémentaire éventuelle.

#### **3.5. Autres dispositions**

Des marchés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement en application de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique.

## **4. DOSSIER DE CONSULTATION**

### **4.1. Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- l'acte d'engagement (AE) ;
- le Règlement de la Consultation (R.C.) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) ;
- le bordereau des prix unitaire (BPU) ;
- le détail quantitatif estimatif (DQE) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) ;

### **4.2. Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique**

Conformément à l'article R.2132-2 du Code de la Commande Publique, les pouvoirs adjudicateurs mettent à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

<https://www.marches-securises.fr>

Les soumissionnaires devront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Par mesure de sécurité et afin de respecter l'égalité de traitement des candidats concernant les éventuels échanges, compléments d'information, modifications du dossier de consultation : aucune demande d'envoi du dossier de consultation sur support papier, par messagerie électronique non sécurisée ou sur support physique électronique n'est autorisée.

### **4.3. Modification de détail au dossier de consultation**

Les pouvoirs adjudicateurs se réservent le droit d'envoyer au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation (date d'envoi faisant foi).

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **4.4. Visite des lieux et consultation de document sur site**

La visite sur site est obligatoire et donnera lieu à la remise d'une attestation à présenter lors du dépôt de l'offre.

## 5. PRESENTATION DES PROPOSITIONS

### 5.1. Documents à produire

#### 5.1.1. Documents relatifs à la candidature

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Lettre de candidature (DC1 disponible sur <a href="https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat">https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</a> );	Non
déclaration du candidat (DC2 disponible sur <a href="https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat">https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</a> ) ;	Non
En cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (DC4 disponible sur <a href="https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat">https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</a> );	Oui
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du Travail	Oui
Extrait K-bis de moins de 3 mois	Non
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire	Non

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assorties d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.	Non

### 5.1.2. Documents relatifs à l'offre

Libellés	Signature
Acte d'engagement : le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder	Non
Mémoire technique justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux. Le cadre du mémoire est donné dans le présent D.C.E. Ce document devient contractuel à la signature des marchés par les représentants des Pouvoirs Adjudicateurs, y compris le planning prévisionnel proposé par l'entreprise	Non
Bordereaux des Prix (BPU) Les prix indiqués dans le BPU devront être inscrits <b>en lettres</b> .	Oui
Détail Quantitatif Estimatif (DQE)	Oui
Attestation de visite	Oui

Conformément aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du Code de la Commande Publique, le candidat ne doit pas se trouver dans un cas d'interdiction de soumissionner.

De même, conformément à l'article R.2144-7 du Code de la Commande Publique, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur, ainsi qu'une **attestation d'assurance de responsabilité décennale** conformément à l'article L.241.1 du code des Assurances lorsque celle-ci est requise conformément à l'article L243-1-1 du même code.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

### 5.2. Langue de rédaction des propositions

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euros. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 5.3. Unité monétaire

Les pouvoirs adjudicateurs concluront le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

### 5.4. Conditions d'envoi ou de remise des plis

#### 5.4.1. Remise des plis par voie électronique :

Conformément aux dispositions de l'article R.2132-7 du Code de la Commande Publique, les pouvoirs adjudicateurs obligent la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique à l'adresse suivante :

<https://www.marches-securises.fr>



La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

#### **5.4.2. Les réponses électroniques arrivées hors délai ne seront pas examinées**

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique.

#### **5.4.3. Remise d'une copie de sauvegarde**

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur un support papier ou sur support physique électronique doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible de « copie de sauvegarde » et porter les mentions suivantes :

**MAIRIE DE REVEL**

**Affaissement Route des Eaux.**

COPIE DE SAUVEGARDE

Nom du candidat : .....

- NE PAS OUVRIR -

La copie de sauvegarde devra être remise contre récépissé ou envoyé par la Poste par pli recommandé avec avis de réception postal, à l'adresse suivante :

Mairie de Revel  
74 place de la mairie  
38420 REVEL  
Tél : 04 76 89 82 09

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

- 1) Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
- 2) Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pas pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

Lorsque la copie de sauvegarde est ouverte, elle est conservée conformément aux articles R.2184-12 et R.2184-13 du Code de la Commande Publique.

Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte ou a été écartée suite à un programme informatique malveillant, elle est détruite.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

#### **5.5. Négociation**

L'acheteur prévoit de négocier en se réservant la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation, conformément à l'article R.2123-5 du Code de la Commande Publique.

## **5.6. Régularisation**

Dans le cas où l'offre du candidat serait irrégulière, l'acheteur pourra régulariser conformément aux dispositions des articles R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la Commande Publique.

## **5.7. Signature de l'offre retenue**

Il est porté à la connaissance des soumissionnaires que l'acheteur accepte les offres électroniques non signées.

Une signature manuscrite sera demandée ultérieurement au candidat retenu lors de l'attribution des contrats.

# **6. JUGEMENT DES PROPOSITIONS**

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2152-6 et R.2152-7 du Code de la Commande Publique au moyen des critères suivants :

1-Prix des prestations

2-Valeur technique

Ne seront pas admises :

- Les candidatures qui ne sont pas recevables en application de l'article R.2144.7 du Code de la Commande Publique ;
- Les candidatures qui ne présentent pas des capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes ;
- Les candidatures qui ne présentent pas le niveau de capacité professionnelle minimum exigé.

Critères de jugement des offres :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	60%
2-Valeur technique	40%

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Les pouvoirs adjudicateurs élimineront les offres inappropriées à l'objet du marché ou au présent règlement de consultation, conformément à l'article R.2152-1 du Code de la Commande Publique.

Les pouvoirs adjudicateurs examineront l'offre de base des candidats pour établir une note sur une base 100, conformément aux critères suivants :

- le prix des prestations (montant TTC de l'acte d'engagement),
- la valeur technique des prestations, jugée à l'aide du mémoire justificatif et des documents annexés.

### **6.1. Notation des offres**

Les offres sont **notées** de la façon suivante :

- 1) Le critère prix des prestations analysé sur une base 100 avec un coefficient de pondération de 0.60 se calculera ainsi :

$$Cp = \frac{\text{offre la plus basse}}{\text{offre du candidat}} * 0.6 * 100$$

- 2) Le critère valeur technique est analysé sur une base 100 avec un coefficient de pondération de 0.40 se calculera ainsi :

$$Cvt = \frac{\text{Valeur mémoire entreprise}}{\text{Note la plus élevée}} * 0.4 * 100$$

## 6.2. Appréciation du critère « Valeur technique »

La note totale de la valeur technique du mémoire est fixée à 100 points maximum à laquelle on retranche des points de pénalités pour chaque renseignement absent, incomplet ou non satisfaisant. Les détails de critère de la notation sont les suivants :

Critères	Note
Capacités professionnelles particulières adaptées au chantier	5
Organisation du chantier (moyens humains mis à disposition, expérience des chefs de chantier ou des chefs d'équipes, organisation du chantier dans l'espace et dans le temps en cohérence avec le planning détaillé à fournir, organisation du personnel en fonction des habilitations)	10
Adéquation du mémoire technique par rapport <u>aux travaux demandés et des contraintes du site dont :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>- moyens et matériels mis en œuvre pour l'accès à la zone de travaux du personnel, des matériels et des matériaux notamment vis-à-vis de la restriction du tonnage à 12T ;</li><li>- méthodologies et les procédures mises en œuvre pour réaliser les différents travaux et ouvrages notamment</li></ul>	50  20  30
Organisation en matière d'Hygiène et de Sécurité et des mesures mises en œuvre pour la protection de l'environnement (gestion des déchets, qualités des installations de chantiers, protections collectives ou individuelles mises en œuvre, hygiène et sécurité du personnel, etc.)	10
Provenance et qualité des principales fournitures (fiches produits à fournir)	15
Moyens et organisation mise en œuvre pour respect des délais avec réalisation d'un planning prévisionnel	10
<b>NOTE TOTAL – VALEUR TECHNIQUE</b>	<b>100</b>

La pénalité infligée peut être modulée en fonction de la réponse.

Répartition des pénalités :

- Information ou renseignement manquant : pénalité correspondant à la suppression de tous les points à attribuer par information ou renseignement manquant.
- Si les éléments figurant dans les mémoires techniques sont jugés comme répondant parfaitement au besoin des pouvoirs adjudicateurs : aucune pénalité par élément.
- Si les éléments figurant dans le mémoire technique sont jugés satisfaisants tout en étant caractérisés par leur généralité révélant une absence de prise en compte des spécificités du chantier, les pénalités infligées pourront atteindre jusqu'à la moitié de la note maximale prévue par éléments.
- Si les éléments figurant dans le mémoire sont jugés inadaptés partiellement ou totalement aux besoins du chantier une pénalité sera appliquée par élément concerné qui sera comprise entre la moitié et la totalité de la note maximale prévue en fonction de l'inadaptation.

**Le mémoire technique devra être synthétique et impérativement ciblé sur les particularités du site et le sommaire devra impérativement suivre la trame précédente « 6.2 Appréciation du critère « Valeur Technique ».**

**Les mémoires techniques généralistes donneront lieu à une note inférieure à la moyenne.**

### **6.3. Classement et jugement final**

Le classement des offres est effectué suivant la valeur du total des critères, l'offre ayant le total des critères le plus élevé étant classée première.

Conformément à l'article R.2144-7 du Code de la Commande Publique, si le candidat retenu ne fournit pas les certificats ou les déclarations mentionnées dans ce code, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le pouvoir adjudicateur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

En conséquence, le montant de l'offre sera modifié en tenant compte des indications qui précèdent.

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails de prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'ils estimeront nécessaires.

Conformément aux articles R.2152-3 et R.2152-4 du Code de la Commande Publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

À tout moment, la procédure peut être déclarée sans suite conformément à l'article R.2185-1 du Code de la Commande Publique.

## **7. ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

### **7.1. Renseignements administratifs et techniques**

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse est la suivante :

<https://www.marches-securises.fr>

### **7.2. Recours**

Les recours contentieux peuvent être intentés devant le Tribunal Administratif de Grenoble qui peut également fournir les renseignements utiles pour l'introduction de ces recours.